

Suite inondations - Compte-rendu du Conseil de suivi – 26/02/2015

28 présents

Association de riverains du Rieumassel et Vigie / Comités de quartier / Sinistrés en colère /

2 responsables des services de la mairie (DMPAJU / DST).

Élus (Maire, Adjointes aux travaux, à l'urbanisme et aux affaires scolaires

2 responsables administratifs de la Métropole et 1 du SYBLE

Le Maire introduit et fixe le cadre de ce comité de suivi : aborder toutes les questions ayant trait à la lutte contre les inondations, tenir des réunions à échéances régulières.

Ordre du jour proposé par le Maire et accepté.

1. Point d'information sur le dispositif de soutien aux sinistrés.

Action sociale : 70 000€ pour les relogements d'urgence (se termine fin mars) ont été dépensés, l'État doit rembourser via le FARU (fonds d'aide pour le relogement d'urgence) ces frais. 2 conseillères sociales du MOUS ont pris 274 contacts avec les personnes sinistrées. M le Maire évoque également les aides du CCAS ; l'opération de soutien psychologique ; l'instruction de dossiers pour la réinstallation dans des logements.

Le point noir est les relations avec les compagnies d'assurances. Les assurés ont beaucoup de difficultés pour obtenir les attestations, et se heurtent à des refus. La Préfecture a fait un courrier aux assureurs pour dénoncer les dysfonctionnements.

La municipalité n'a pas de moyens directs, mais un pouvoir moral. Les conseillères sociales peuvent instruire et appuyer les cas auprès des assurances. Les cas problématiques peuvent aussi être centralisés à la mairie qui les fera remonter en Préfecture.

2. Révision du Plan communal de sauvegarde (PCS)

Le PCS mis en œuvre par la mairie a joué son rôle dans la gestion du PC de crise des 6/7 octobre : Le dispositif combiné de Prédic, des services d'urgence et du relais local via le PC crise a permis de guider et d'organiser dans de bonnes conditions les interventions par hélitreuillages.

La commune dispose de la télé-alerte, de la sirène à la cave coopérative, de Prédic désormais adopté et assumé au niveau de la métropole, de la Réserve communale de sécurité civile (RCSC) mobilisée lors de l'épisode et vite rejointe par le grand nombre de bénévoles de la commune et d'ailleurs (NB. Contactés par télé-alerte il faut 20' pour que ses membres arrivent sur le terrain).

Tout cela est à perfectionner : grossir le nombre actuel de membres de la RCSC assistantes sociales (40aine) / avoir des correspondants dans chaque quartier / re élaborer en commun le PCS.

Réunion de lancement de la révision du PCS est fixée au Jeudi 2 avril, à 18h.

Question de responsable Vigie sur la télé-alerte : demander aux opérateurs de mettre hors eau leurs équipements pour éviter les interruptions de réseau. / établir des listes pour la télé-alerte à activer selon les besoins (en cours ou réalisés : parents d'élèves – CCFF - RCSC - élus / à réaliser : CCAS / riverains / PSH).

Sur le PCS : Jean-Pierre Olivares souligne qu'il a été revu en 2012, en signale la diversité et la cohérence des objectifs et enjeux, mais aussi qu'il est important de le reprendre en prenant en compte les expériences et les suggestions à venir. Il serait utile dès septembre de donner la teneur du PCS aux habitants (distribution d'une fiche, journal de l'Avy pour présenter les conseils et répertoire utiles). A savoir : la sirène se déclenchera tous les 1ers mercredi du mois à midi. Jean Pierre Olivares annonce également la mise en jour du DICRIM.

3. Action des services de l'État (préfecture et DDTM)

Le porter à connaissance des services de l'Etat devrait intervenir courant mars; celui-ci indiquera les nouvelles PHE et prescriptions constructives dans les secteurs sinistrés s'appliquant aux nouvelles constructions. Le PAC permettra d'émettre des sursis à statuer sur les autorisations d'urbanisme.

A venir aussi l'arrêté de modification du PPRI dont la réalisation demandera 3 à 4 ans.

LE PLU a été mis en révision par délibération du 24 novembre 2014. Il s'agira de modifier la façon de traiter le territoire. Dans le cadre du passage de la compétence par la Métro, Grabels a été la 1^{ère} commune à être reçue. Nous sommes dans l'attente du choix du cabinet d'étude pour travailler sur le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) qui devrait être présenté vers septembre. Le PADD donne tout pouvoir de surseoir à statuer en matière d'urbanisme pour non-conformité aux orientations du PADD.

Importance dans ce cadre du Comité de suivi afin de bien cerner les prescriptions pour limiter l'imperméabilisation en s'appuyant notamment sur les exemples d'autres communes. Le développement de la rétention à la parcelle doit être favorisé.

Le responsable du comité des sinistrés en colère demande que le comité de suivi soit informé des projets et de leurs conséquences pour ne pas les voir venir trop tard.

En réponse M Le Maire précise que :

Sur Gimel aucun projet n'est actuellement en cours. Le zonage AU0a n'autorise qu'une opération ouverture à l'urbanisation sous forme de ZAC. Le Maire a rencontré les propriétaires qui souhaitaient la mise en place d'un Projet urbain partenarial PUP pour le financement du secteur. Le municipalité préfère passer par la procédure de ZAC plus transparente, à l'échelle de l'opération et correspond au règlement du PLU. L'étude urbaine déjà réalisée sur le secteur prévoyait un rapport 50/50 entre parc / construction , et ne fait pas obligation de poursuivre. A prendre en compte l'existence d'une source du Verdanson dans le parc.

A part quelques dents creuses, les seules zones constructibles se situent au Pradas et à la Valsière (permis d'aménager les Terrasses de la valsière en cours). Il n'y a pas d'urbanisation possible sans projet d'ensemble pour ces deux secteurs.

La méthode doit être celle qui a présidé au projet du haut de la rue de la Plaine : réunion des voisins qui se sont entendus sur le projet acceptable. Attention cependant, dès lors qu'il ya mise en instruction, suite à un dépôt de permis de construire, s'impose l'obligation de secret. Sera par contre mis sur une plate-forme sur site municipal les arrêtés de PC.

IL est proposé également : d'associer la SERM à la prochaine réunion du comité; de soigner la concertation de la population dans le cadre du PLU qui est une source fondamentale de prescription de l'urbanisation.

La question des fonds Barnier. L'ancien PPRI n'y ouvre pas droit (de même pour les opérations de mitigation). Sauf de manière dérogatoire. Le prochain PPRI ouvrira droit pour les diagnostics et les travaux.

Au niveau des demandes de fonds Barnier à ce jour, seules deux demandes ont été faites (Plein Soleil et Soucarède). M Le Maire précise qu'en accord avec la DDTM la commune est le guichet unique des demandes

au titre de ce fonds. La Mairie a fait une demande à la DDTM pour une rencontre destinée à faire le bilan des demandes en cours.

4. Les actions de prévention

Ces actions relèvent de la Métropole qui a lancé des études dont les premiers résultats seront connus d'ici le mois d'avril. L'étude de la métropole rendue publique sera communiquée et débattue.

Pour les actions sur le bassin du Rieumassel, le solde financier du PAPI 1 (2007-2014) sera consacré à Grabels.

Ce plan de 46M a financé le bassin G dès oct. 2010, sur décision de la mairie. Le PAPI2 ne contient pas Grabels car le bilan coût avantages n'était pas opérant dans le projet initial, on devrait attendre 6 à 7 ans pour parvenir à y rajouter des avenants. La récupération du solde du PAPI 1 est plus rapide pour agir sur notre bassin. La Commune demandera également que la Mosson soit dans le PAPI2, même si c'est dans un contexte général de réduction des fonds de crédits.

La métropole a fait une étude globale sur la Mosson sur les incidences dans les zones habitées. Dans le cadre de cette étude le Rieumassel n'a pas été ré observé car des travaux au titre de loi sur l'eau étaient en cours. En conséquence la métropole réactualise cette analyse en intégrant le Rieumassel, le bassin G et les autres bassins I, J et K. Elle devra prendre en compte les complémentarités entre La Mosson et le Rieumassel. Les résultats de l'étude devrait être connus en juin 2015. Le bureau d'étude est EGIS.

Malheureusement les références permettant de calibrer le niveau des travaux sont sans cesse remises en cause, par la récurrence et l'aggravation des risques, ce qui a été également le cas pour le programme du Lez. L'épisode du 7 octobre a dépassé l'enveloppe PPRI comme les termes de références et les études d'observations plus récentes à Grabels comme à Juvignac.

Objectifs : réaliser tous les travaux de protection.

M le Maire au regard des échanges avec le comité demandera que les études s'enrichissent de l'expertise sociale de terrain comme ce qui a été fait à Lattes. Les habitants peuvent faire remonter les avis et suggestions à Jean-Pierre Olivares et Bruno Flacher

Il ressort de la discussion que devront être pris en compte :

- la problématique de la pluviométrie assez inégale d'une année sur l'autre, mais avec des effets renforcés lors d'épisodes forts dont le caractère exceptionnel n'est pas une fin en soi ;
- le lit du Rieu : « lit enlisé, on ne fait rien dans le cours ».
- les 2 buses de 80 vers la Mosson qui font bouchon.
- Le Redonnel, et la route de Montpellier dont le système hydraulique n'a pas fonctionné. : le lotissement Plein Soleil impacté par Redonnel et par la route de Montpellier.
- la nécessité pour le pluvial d'avoir une vision d'ensemble.
- ne pas oublier des ruisseaux qui abondent la Mosson comme la Soucarède, et le Rieu de querelle affluent en rive droit de la Mosson.

Quant à la question de l'urbanisation et des terres en friches devenues moins perméables, cela légitime plus encore le PAEN que la Commune de Grabels entend mener sur les Zones Naturelles et agricoles. En effet, celui-ci participe à la réduction de l'artificialisation des terres.

5. **Eaux pluviales :**

Le schéma directeur doit être repris et sera l'objet d'une réunion spécifique. IL devra être également enrichi par l'expertise sociale.

6. **Travaux :**

Le SYBLE rappelle l'urgence de nettoyer les cours d'eau avant l'automne, et précise que l'on n'attendra pas le GEMAPI.

Un chantier d'insertion sera en place en avril pour nettoyer les berges.

Intégration dans la planification de la Soucarède. Lettre de GGL qui s'engage à prendre à sa charge une part des travaux.

Recrutement d'un technicien de rivière (CUI municipal) pour entretien et travaux, qui sera en lien avec le SYBLE et la Métropole.

DATE DES PROCHAINES REUNIONS

REVISION PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE LE JEUDI 2 AVRIL 0 18H00

COMITE DE SUIVI LE LUNDI le 27 AVRIL 2015 à 18h00 à la Mairie